

INTERNATIONAL

Défense

Guerre en Ukraine : la dissuasion nucléaire a été gommée de notre imaginaire

Par **Jean-Dominique Merchet**
09 mars 2022 à 17h45



Une petite phrase de Vladimir Poutine et les risques venant des centrales civiles en Ukraine ont brutalement suscité la peur dans l'opinion. Ce n'est pas sans conséquences stratégiques



Sous-marin nucléaire russe dans la mer Noire, le 19 février 2022. Sipa Press

« J'ordonne au ministre de la Défense et au chef d'état-major de mettre les forces de dissuasion de l'armée russe en régime spécial d'alerte au combat. » En prononçant cette phrase à la télévision, le 27 février, au quatrième jour de la **guerre d'Ukraine**, Vladimir Poutine a délibérément choisi de faire peur. Non pas tant aux dirigeants occidentaux, qui ont réagi avec beaucoup de calme, mais à leurs opinions publiques. Et ça a très bien fonctionné.

Brusquement, l'idée qu'une guerre nucléaire était possible en Europe s'est imposée dans les conversations, **plus de trente ans après la fin de la Guerre froide**. Ajoutez à cela, les risques réels d'un accident nucléaire civil, avec des combats autour de la centrale de Zaporijia le 4 mars et les craintes de l'Agence internationale de l'énergie atomique sur **la sûreté des installations de Tchernobyl**, l'angoisse nucléaire est de retour.

Lire aussi

L'Ukraine évoque une hausse sans gravité des niveaux de radiation à Tchernobyl

Comme dans toute angoisse, elle a sa part d'irrationnel. « Le régime spécial d'alerte au combat » de l'armée russe, y compris donc les systèmes nucléaires, ne serait que le deuxième niveau d'une échelle en comptant quatre. En face, les dirigeants des puissances nucléaires (Etats-Unis, Royaume-Uni et France) n'ont pas voulu entrer dans une logique d'escalade avec Moscou, s'abstenant d'annoncer des mesures d'alerte et renonçant même, pour les Américains, au tir d'essai d'un missile stratégique. **A la centrale civile de Zaporijia**, seul un bâtiment administratif a été touché et l'incendie assez vite maîtrisé. Par ailleurs, la guerre de l'information fait rage et la partie ukrainienne exploite à fond la peur nucléaire, en jouant sur la mémoire de Tchernobyl, pour inciter les Occidentaux à agir plus fort contre la Russie.

Négatif craintif. « Dans les opinions publiques, l'ignorance le dispute à l'angoisse, constate **François Géré, spécialiste français des stratégies nucléaires militaires**. Le message sur la dissuasion nucléaire, tel qu'il existait durant la Guerre froide, a été gommé de l'imaginaire des populations. Le nucléaire ne rassure plus » alors que la dissuasion était censée garantir la paix. « Nous sommes passés d'un positif nuancé à un négatif craintif », poursuit-il. La situation n'est toutefois pas figée, nuance François Géré qui envisage un « retournement ». **Face à Vladimir Poutine**, l'opinion publique pourrait retrouver des vertus à la dissuasion nucléaire, comme elle semble le faire pour le nucléaire civil contre le réchauffement climatique.

Dans une démocratie, un large consensus populaire et politique fait partie intégrante de la dissuasion nucléaire

Les opposants au nucléaire militaire estiment, comme Jean-Marie Collin, porte-parole d'ICAN-France, que la crise actuelle « souligne la peur des populations face à l'armement nucléaire ». L'organisation internationale ICAN, prix Nobel de la paix, milite pour l'interdiction des armes nucléaires, au nom « des conséquences humanitaires catastrophiques sur les populations civiles » qu'aurait leur emploi. L'Ukraine « nous montre que ce n'est pas impensable. Les armes nucléaires ne laissent personne en sécurité. Elles n'empêchent pas la guerre », dit-il.

Lire aussi

«La pensée stratégique à l'épreuve de l'Ukraine (et réciproquement)». La chronique de Frédéric Charillon

Si les opinions publiques prennent peur à la première menace nucléaire, « cela affaiblit incontestablement la dissuasion » affirme François Géré. « Pour qu'elle fonctionne, il faut une relation de confiance entre le chef de l'Etat, qui appuierait seul sur le bouton, et le peuple qui ne serait pas consulté. Cette confiance est une base de crédibilité de la posture dissuasive. Si elle s'érode, la dissuasion devient de moins en moins efficace, car la capacité du chef d'Etat de décider dans une situation très grave s'affaiblirait », avance le spécialiste de stratégie. Dans une démocratie, un large consensus populaire et politique fait partie intégrante de la dissuasion nucléaire.

Celle-ci comporte une forte dimension psychologique. Le théoricien américain Herman Kahn parlait, dans les années 1960, du « jeu de poulet ». Comme dans le film « La fureur de vivre » avec James Dean, deux voitures se foncent dessus et le gagnant est celui qui se détourne le dernier. « C'est ce que Poutine nous fait en Ukraine, en nous disant : je n'ai peur de rien », analyse François Géré.

De son côté, l'historien des relations internationales Maurice Vaisse redoute que « nous soyons renvoyés à l'un des schémas de la confrontation nucléaire, dont l'un des antagonistes a perdu la raison ». Ce ne serait plus la dissuasion du fort au fort, mais celle « du fort au fort devenu fou ». Nous n'en sommes heureusement pas là.

Lire aussi

Une campagne sous le coup de l'émotion

« Sanctuarisation agressive ». Pour l'heure, Vladimir Poutine utilise rationnellement son arsenal nucléaire dans une logique de « sanctuarisation agressive », selon François Géré. A l'abri d'une intervention militaire occidentale grâce à ses armes atomiques, il agresse l'Ukraine qui, elle, n'est pas protégée par le parapluie nucléaire américain au sein de l'Otan. Dans ce cas, « le nucléaire encourage à la guerre », note Jean-Marie Collin d'ICAN-France. Il ne parvient pas non plus toujours à la décourager, ajoute-t-il : « En 1991, l'Irak non nucléaire lançait des Scuds contre Israël, puissance nucléaire. Et, en 1983, l'Argentine avait de même fait la guerre aux Britanniques, pour les Malouines. »

La guerre d'Ukraine pourrait affaiblir les accords internationaux sur le contrôle des armements, déjà bien amoindris et qui reposent, pour une grande part, sur le dialogue entre les Etats-Unis et la Russie. Repoussée depuis 2020, à cause de la Covid, la conférence d'examen du Traité de non-prolifération (TNP) nucléaire devait se tenir en août prochain. Il n'est désormais plus certain qu'elle aura lieu à cette date. En revanche, la conférence des Etats signataires du Traité d'interdiction des armes nucléaires (TIAN) se tiendra à Vienne en juin ou juillet. Mais le TIAN est rejeté par toutes les puissances nucléaires.



Si vous êtes déjà abonné, il est nécessaire de mettre à jour votre mot de passe. Si vous l'avez déjà fait, il suffit de vous connecter. **Abonnez-vous.**



Les plus lus

TRANSGRESSION
Le candidat Macron hors des clous sur les réseaux sociaux
ABONNÉS

WORK IN PROGRESS
Ukraine: Pékin prêt à jouer les médiateurs, mais pas à n'importe quel prix
ABONNÉS

MOYENS DU BORD
Face à l'armée russe, la «non-bataille» des Ukrainiens
ABONNÉS

DOSSIER STRATÉGIQUE
Le rachat des engrais de Borealis par un groupe russe risque de tourner court



Recommandé pour vous

- DÉFENSE**
Cinq facteurs qui pourraient influencer l'issue de la guerre en Ukraine
ABONNÉS
- REPLIQUES**
La campagne d'Eric Zemmour est-elle en train de dérailler?
ABONNÉS
- TRIBUNE LIBRE**
Dupond-Moretti à la Cour de justice de la République: «Tout démontre votre détermination à me salir»
- POLITIQUE**
Alain Minc: «Macron a signé un CDI avec la Providence»
- KIA**
Guerre en Ukraine: un général russe de haut rang tué sur le front
- ON S'APPELLE**
Ukraine: Pourquoi Macron et Poutine se parlent autant
ABONNÉS
- EDITORIAL**
Macron et la guerre: la démocratie percutée
- TOURNANT**
Emmanuel Macron: «La guerre en Ukraine marque une rupture pour notre continent»